



Sites : Henri Mondor – Albert Chenevier – Emile Roux –  
Dupuytren – Georges Clémenceau

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

CONSULTATION N° HMN25A12SRV du 08/09/2025

Marché à procédure adaptée

Objet : Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux.

Publication :

B.O.A.M.P. – Avis adressé le 08/09/2025

Plate-forme de dématérialisation [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) – Avis adressé le 08/09/2025

Date limite d'obtention du dossier de consultation : 06/10/2025 à 12h00

Date limite pour toute question : le 26/09/2025 à 12H00

Date limite de remise des offres : le 06/10/2025 à 12H00

Ce document comprend 18 pages.

|               |   |   |
|---------------|---|---|
| GHU HMN<br>RC | Consultation HMN25A12SRV du 08/09/2025 - Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux. | 1 |
|---------------|---|---|

## SOMMAIRE

|  |    |
|--|----|
| ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION .....                                     | 3  |
| ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION .....                                | 3  |
| 2.1. Modalités de la consultation .....  | 3  |
| 2.2 Dématérialisation des procédures .....                                     | 3  |
| ARTICLE 3 – FORME DU MARCHE .....  | 4  |
| ARTICLE 4 – DECOMPOSITION EN LOTS ET ETENDUE .....                             | 4  |
| ARTICLE 5 – MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT .....         | 5  |
| ARTICLE 6 – VARIANTES .....  | 5  |
| ARTICLE 7 – PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE .....                         | 5  |
| ARTICLE 8 – PERIODE D’EXECUTION .....  | 6  |
| ARTICLE 9– MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION .....             | 6  |
| ARTICLE 10– DELAI DE VALIDITE DES OFFRES .....                                 | 6  |
| ARTICLE 11– UNITE MONETAIRE .....  | 6  |
| ARTICLE 12– LANGUE FRANCAISE .....   | 6  |
| ARTICLE 13– INTERETS MORATOIRES .....  | 6  |
| ARTICLE 14– GROUPEMENT DES CANDIDATS .....                                     | 7  |
| ARTICLE 15– VISITE DES CANDIDATS .....   | 7  |
| ARTICLE 16– CONSTITUTION DU DOSSIER .....                                      | 7  |
| <b>1 Candidature</b> .....   | 7  |
| <b>2 Offre technique et financière</b> .....                                   | 8  |
| a. Documents obligatoires .....  | 8  |
| b. Documents complémentaires souhaités par l’AP-HP .....                       | 9  |
| <b>3 Communications et échanges d’informations par voie électronique</b> ..... | 9  |
| ARTICLE 17 - CONDITIONS D’ENVOI OU DE REMISE DES PLIS .....                    | 10 |
| ARTICLE 18 - ENREGISTREMENT ET JUGEMENT DES OFFRES .....                       | 14 |
| 18.1. Enregistrement des offres et sélection des candidatures .....            | 14 |
| 18.2. Jugement des offres .....  | 14 |
| ARTICLE 19 - NEGOCIATION .....   | 17 |
| ARTICLE 20 – NOTIFICATION DES RESULTATS .....                                  | 17 |
| ARTICLE 21 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES .....                              | 18 |
| ARTICLE 22 – VOIES DE RECOURS .....  | 18 |

|               |   |   |
|---------------|---|---|
| GHU HMN<br>RC | Consultation HMN25A12SRV du 08/09/2025 - Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux. | 2 |
|---------------|---|---|

## ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent marché a pour objet la prestation d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux.

L'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris est un établissement public de santé dont fait partie le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor composé des sites Henri Mondor, Albert Chenevier, Emile Roux, Dupuytren et Georges Clémenceau.

|   |  |
|---|--|
| <b>Henri Mondor</b>                           | <b>Albert Chenevier</b>                    |
| 1, Rue Gustave Eiffel<br>94010 CRETEIL        | 40, Rue de Mesly<br>94000 CRETEIL          |
| <b>Emile Roux</b>                             | <b>Dupuytren</b>                           |
| 1, Avenue de Verdun<br>94450 LIMEIL-BREVANNES | 1 Avenue Eugène Delacroix<br>91210 DRAVEIL |
| <b>Georges Clémenceau</b>                     |  |
| 1 Rue Georges Clémenceau<br>91750 CHAMPCUEIL  |  |

**La présente consultation concerne uniquement les sites de Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile ROUX.**

## ARTICLE 2 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

### 2.1. Modalités de la consultation

En application de l'article R.2123-1 du Code de la commande publique en vigueur à la date de la publication de l'avis de mise en concurrence, la présente consultation est mise en œuvre sous la forme d'une Procédure Adaptée permettant à tout opérateur économique intéressé de soumissionner.

Le dossier de consultation est composé par les documents mentionnés suivants :

- le présent règlement de la Consultation (RC)
- l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière
- le Cahier des Clauses Particulières (CCP) n° HMN25A12SRV du 08/09/2025
- l'annexe n° 1 au CCP (cadre de réponses techniques)
- l'annexe n°2 au CCP (cadre de réponses développement durable)

### 2.2 Dématérialisation des procédures

En application de l'article R.2132-2 du code la commande publique, les soumissionnaires doivent télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans son intégralité et répondre via le site dont l'adresse Internet est [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr).

Lors du téléchargement du dossier de consultation des entreprises (DCE), le candidat doit faire part de son nom, d'une adresse, ainsi que du nom d'un correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation, en particulier les éventuelles précisions (conformément aux articles R. 2132-1 à R. 2132-6 du Code de la commande publique).

Afin de décompresser et pouvoir lire les documents mis en ligne par l'AP-HP, les soumissionnaires devront notamment disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : ZIP, RTF, DOC, XLS, PDF, DWG, DXF.

|               |   |   |
|---------------|---|---|
| GHU HMN<br>RC | Consultation HMN25A12SRV du 08/09/2025 - Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux. | 3 |
|---------------|---|---|

### ARTICLE 3 – FORME DU MARCHÉ

Conformément aux dispositions des articles R2123-1, R2123-5, R2131-12, R2131-18 du code de la commande publique, il s'agit d'un marché passé selon la procédure adaptée.

Le marché prendra par ailleurs, la forme d'un accord cadre mono-attributaire dont l'exécution est assurée par le biais de bons de commande (articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 à R2162-14 dudit Code).

En application de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique le marché est passé avec montant minimum et avec un montant maximum.

Les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor s'engagent pour un montant minimum représenté par 50 % du montant de l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage sur un montant maximum représenté par 150 % du montant de chaque lot valorisé au niveau de son offre sur la durée totale du marché.

### ARTICLE 4 – DECOMPOSITION EN LOTS ET ETENDUE

Le détail de la prestation, objet du présent marché, est réuni en un marché unique tel que défini dans le Cahier des Clauses Particulières.

Dans le cadre de la mise en place d'un marché public portant sur la prestation de transport en autocars pour les crèches des trois hôpitaux du groupe hospitalo-Universitaire AP-HP Henri Mondor, l'absence d'allotissement peut être justifiée par les éléments suivants :

#### Unicité fonctionnelle et homogénéité du besoin

La prestation de transport concerne un service identique (transport d'enfants en crèche) pour les trois établissements hospitaliers du même GHU, avec des exigences similaires en matière de sécurité, de confort, de ponctualité et d'encadrement. L'unicité du besoin permet une gestion centralisée et cohérente du service.

#### Optimisation économique et organisationnelle

Un marché global permet de bénéficier d'économies d'échelle, de simplifier la gestion administrative et de garantir une meilleure coordination logistique des sorties communes aux 3 établissements. L'allotissement risquerait de fragmenter le service par établissement avec une augmentation des coûts.

#### Capacité technique et cohérence du service

Un seul prestataire garantit une homogénéité dans la qualité de service, les procédures de sécurité, et la traçabilité des prestations. Il existe une cohérence entre le besoin de prestation de transport et le lieu de la sortie commune aux 3 établissements.

#### Absence de gain pertinent par l'allotissement

L'allotissement ne favoriserait pas une concurrence accrue ni une amélioration significative du service. Au contraire, il pourrait exclure certains opérateurs incapables de répondre à des lots trop restreints ou trop spécifiques.

|               |   |   |
|---------------|---|---|
| GHU HMN<br>RC | Consultation HMN25A12SRV du 08/09/2025 - Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux. | 4 |
|---------------|---|---|

Les quantités estimatives annuelles sont les suivantes :

| ARTICLES             | QUANTITES ESTIMEEES |
|----------------------|---------------------|
| Forfait Journée      | 36                  |
| Forfait demi-Journée | 16                  |
| <b>Total</b>         | 52                  |

Cette estimation annuelle est donnée à titre indicatif et n'a pas de valeur contractuelle.  
Elle pourra évoluer en fonction de l'activité.

## **ARTICLE 5 – MODALITES ESSENTIELLES DE FINANCEMENT ET DE PAIEMENT**

L'exécution du marché sera financée par le budget du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor. Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du Cahier des Clauses Administratives Générales – FCS.

Le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement conformément à l'article R.2192-11 1° du code de la commande publique.

L'administration se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant porter les montants au compte bancaire ou postal indiqué à l'acte d'engagement.

Le Comptable assignataire des paiements est Monsieur Le Directeur Spécialisé des Finances Publiques pour l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris.

Le défaut de paiement dans les délais, ne permet pas au prestataire la suspension de la prestation, objet du présent marché.

Le ou les fournisseurs seront dispensés du versement de la retenue de garantie et de la constitution d'un cautionnement.

Une avance peut être accordée au titulaire du marché. Le versement et le remboursement de l'avance s'effectuent conformément aux modalités des articles R. 2191-3, R. 2191-6, R. 2191-7, R. 2191-8, R. 2191-16, R. 2191-18, R. 2191-19 du code la commande publique. L'attributaire devra expressément indiquer sur l'acte d'engagement s'il accepte ou refuse l'avance.

## **ARTICLE 6 – VARIANTES**

La présente consultation est lancée sans variante et le candidat doit respecter les définitions du CCP. Aucune variante ne pourra être proposée par le titulaire en cours de marché.

## **ARTICLE 7 – PRESTATION SUPPLEMENTAIRE EVENTUELLE**

Le présent marché ne comporte aucune prestation supplémentaire éventuelle.

|               |   |   |
|---------------|---|---|
| GHU HMN<br>RC | Consultation HMN25A12SRV du 08/09/2025 - Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux. | 5 |
|---------------|---|---|

## ARTICLE 8 – PERIODE D’EXECUTION

Le marché qui sera passé à l’issue de la consultation sera conclu pour une période d’exécution de quarante-huit (48) mois à compter de la date de réception de la notification.

Le marché pourra être résilié à l’initiative du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, 6 mois avant l’échéance et ce, sans indemnité.

## ARTICLE 9– MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Les candidats ne sont pas autorisés à apporter des modifications au dossier de consultation.

**Ils doivent en respecter l’intégralité des prescriptions et toute modification unilatérale des documents rendra l’offre irrégulière.**

L’acheteur se réserve le droit d’apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications n’altéreront pas les éléments substantiels du marché.

Il informera alors tous les candidats dans des conditions respectueuses du principe d’égalité. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si pendant l’étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée à l’initiative de l’acheteur, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## ARTICLE 10– DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les candidats restent engagés par leur offre pendant un délai de **180** jours (6 mois) à compter de la date limite de remise des offres.

## ARTICLE 11– UNITE MONETAIRE

L’unité monétaire utilisée est l’Euro.

## ARTICLE 12– LANGUE FRANCAISE

La langue pouvant être utilisée pour présenter les offres et les candidatures est le Français. Les pièces accompagnant le dossier de candidature rédigées en langue étrangère, seront acceptées si elles sont accompagnées d’une traduction en langue française conformément R.2151-12 du code de la commande publique.

## ARTICLE 13– INTERETS MORATOIRES

En application des dispositions de l’article R.2192-11 1° du code de la commande publique relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande, le délai maximum de paiement est de 50 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, à compter du jour d’expiration du délai de 50 jours au bénéfice d’intérêts moratoires.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires applicables est le taux d’intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations de refinancement majoré de 8 points.

|               |   |   |
|---------------|---|---|
| GHU HMN<br>RC | Consultation HMN25A12SRV du 08/09/2025 - Prestations d’un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux. | 6 |
|---------------|---|---|

Conformément aux articles R2192-35 et R2192-36 du Code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

## ARTICLE 14– GROUPEMENT DES CANDIDATS

Le groupement de candidats est autorisé : **Dans ce cas, le formulaire DC1 devra préciser si le groupement est solidaire ou conjoint et être dûment complété. Les candidatures et les offres devront être soit co-signées par l'ensemble des entreprises groupées, soit signées par le mandataire seul dès lors qu'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter les membres du groupement. Dans les deux formes de groupement, le nom du mandataire doit être expressément désigné dans l'acte d'engagement.**

**Chaque membre du groupement devra fournir les documents listés à l'article 16.**

**Les candidats ne sont pas autorisés à présenter, pour le marché ou un de ses lots, plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidat individuel ou de membres d'un ou plusieurs groupements.**

Cependant, le passage d'un groupement d'une forme à une autre peut être exigé à l'attribution du marché.

Si le groupement de candidats choisit de répondre de manière dématérialisée, un outil de co-signature est disponible sur le site : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

## ARTICLE 15– VISITE DES CANDIDATS

Sans objet

## ARTICLE 16– CONSTITUTION DU DOSSIER

### 1 Candidature

Chaque candidat doit présenter à l'appui de son offre le dossier suivant :

1. Imprimé DC1 « Lettre de candidature – habilitation du mandataire par ses cotraitants », du Ministère de l'Economie, des Finance et de l'Industrie, en cas de groupement, daté et signé électroniquement.
2. Imprimé DC 2, « Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement », du Ministère de l'Economie, des Finance et de l'Industrie. Les mentions du capital et du Chiffre d'Affaires doivent être suivies de l'unité monétaire correspondante.

Le cas échéant, en complément du formulaire DC2 les documents et renseignements listés à l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics aux fins d'appréciation de leur capacité économique et financière, c'est-à-dire :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;

|               |   |   |
|---------------|---|---|
| GHU HMN<br>RC | Consultation HMN25A12SRV du 08/09/2025 - Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux. | 7 |
|---------------|---|---|

- Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;
  - Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.
3. Déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait l'objet d'aucune exclusion prévue par les articles L.2141-1 à L.2141-11 de l'Ordonnance n°2018-1074 et que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et aptitudes sont exacts.
  4. Le numéro unique d'identification du candidat (SIREN/SIRET) permettant à l'acheteur de recueillir les informations nécessaires conformément au décret n°2021-631 du 21 mai 2021.
  5. En vertu du décret n° 2011-1601 du 21 novembre 2011, transmission de l'attestation relative aux obligations de déclarations et aussi au paiement des cotisations. Cette attestation sera délivrée par l'URSSAF. Après notification du marché, le titulaire devra également transmettre cette attestation tous les 6 mois et ce, durant l'exécution du marché.
  6. Si le signataire des pièces de ce marché n'est pas le représentant légal de la société, un pouvoir au signataire des pièces est nécessaire

Conformément aux dispositions des articles R. 2143-13 et R. 2143-14 du code la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le pli du candidat toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

**Tout document remis doit comporter la dénomination sociale exacte et complète telle qu'elle figure dans le KBIS, à l'exclusion des appellations abrégées et commerciales.**

En cas de non présentation de ces documents dans le dossier de candidature, ils devront être fournis dans les 4 jours suivant l'envoi d'une demande de précision sur le teneur des offres des candidats via la plateforme - [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) : le jour de l'envoi de la demande et le jour de réception ne sont pas comptabilisés.

**La production des documents dûment complétés dans le délai imparti conditionne la validité de la candidature.**

## 2 Offre technique et financière

### a. Documents obligatoires

- L'acte d'engagement complété (CCP ou compte bancaire ; n° de compte et adresse de la banque désignée ; code banque, code guichet, clé) accompagné de son annexe financière, datés et signés électroniquement. Dans le cas de groupement autorisé de candidats (voir art. 14), l'acte d'engagement ainsi que son annexe financière devront être signés électroniquement par le mandataire expressément désigné et tous les membres. **Le candidat est tenu de répondre à la totalité des prestations désignées sous peine de l'élimination de son offre. Le candidat est tenu de respecter la présentation de l'annexe financière définie par l'administration. Tout ajout ou suppression entraînera l'élimination du candidat.**
- L'annexe 1 et 2 au CCP complétée, datée et signée électroniquement. Si besoin, le candidat peut joindre un dossier technique également daté et signé électroniquement.

|               |   |   |
|---------------|---|---|
| GHU HMN<br>RC | Consultation HMN25A12SRV du 08/09/2025 - Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux. | 8 |
|---------------|---|---|



**La production de ces documents dûment complétés conditionne la validité de l'offre.**

**Il est rappelé aux candidats que l'utilisation, dans leur offre, du logo de l'AP-HP ou tous autres signes distinctifs propriétés de l'AP-HP, est strictement interdite.**

**b. Documents complémentaires souhaités par l'AP-HP**

- 1) L'attestation fiscale ou équivalent délivrée en l'année 2025 par le comptable public ou équivalent.  
Si non présentation dans le dossier, ce document doit être fourni dans les 4 jours suivant l'envoi via la plateforme - [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) informant le candidat qu'il est classe n° 1 : le jour d'envoi via la plateforme - [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) et le jour de réception ne sont pas comptabilisés (ex : envoi mercredi 9 heures, réception lundi 9 heures).  
Pour les candidats établis dans un Etat autre que la France, il sera demandé de produire les documents listés à l'article R. 2143-5 du code la commande publique. Ces documents seront accompagnés d'une traduction en français.
- 2) Un RIB ou un RIP
- 3) Une facture vierge (les Conditions Générales de Ventes sont systématiquement nulles et non avenues),
- 4) Toute autre pièce que le candidat estime de nature à appuyer sa candidature, dont notamment des liens avec des C.A.T. (Centres d'Aides par le Travail), des Ateliers Protégés ou des Ateliers de réinsertion sociale et spécificités techniques
- 5) Attestation de Norme ISO ou Norme Européenne
- 6) Le Manuel Assurance Qualité, si la société est certifiée selon la Norme ISO 9001
- 7) Les références de prestations similaires sur les 3 dernières années
- 8) Une déclaration sur l'honneur relative à l'embauche, ou non, de travailleurs étrangers soumis à autorisation de travail (article D8254-1 et D8254-2 du Code du Travail) en fournissant la liste précise pour chaque salarié : date d'embauche, sa nationalité et le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ou le DC1 dans sa dernière édition.
- 9) Les entreprises nouvellement créées peuvent produire une copie certifiée du récépissé de dépôt des statuts transmis par le centre de formalités des entreprises. Les entreprises peuvent présenter tout élément factuel et probant permettant d'apprécier leurs capacités financières, techniques et professionnelles.
- 10) La copie du (ou des) jugement(s), si le candidat est en redressement judiciaire
- 11) Une copie de la police d'assurance de responsabilité civile de l'année en cours.  
Le titulaire devra également transmettre une copie tous les ans et ce, durant l'exécution du marché.
- 12) Imprimé DC 4 ou équivalent, en cas de sous-traitance, date et signature obligatoirement originales ou date et signature électroniques obligatoires.

**3 Communications et échanges d'informations par voie électronique**

La candidature et l'offre doivent être transmises par voie électronique, le dossier constitué des deux enveloppes (candidature et offre) est remplacé par l'envoi de fichiers informatisés reprenant les mêmes éléments et scindés en deux fichiers ou deux groupes de fichiers permettant d'ouvrir individuellement

|               |   |   |
|---------------|---|---|
| GHU HMN<br>RC | Consultation HMN25A12SRV du 08/09/2025 - Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux. | 9 |
|---------------|---|---|

et de façon chronologique la partie candidature et la partie offre. Chaque fichier nécessite la signature du candidat et doit être signé électroniquement à l'aide d'un certificat électronique. L'absence ou l'invalidité de la signature électronique n'entraînera pas l'élimination du candidat mais celui-ci sera invité en cas d'attribution à signer sous forme matérialisée les principaux documents constitutifs de son offre soit l'acte d'engagement et l'annexe financière.

Pour que le candidat puisse procéder à la signature électronique de ses documents, il doit disposer d'un micro-ordinateur avec connexion internet, d'un navigateur web compatible à Internet Explorer® 5.5 ou Netscape Navigator® 7.2 (système d'exploitation Windows) ou compatible à Mozilla 17.3 ou Netscape® 7.02 (si système d'exploitation Linux). Afin d'acquérir ces instruments, les candidats peuvent se référer à l'aide technique en ligne disponible sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Pour garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée, le candidat doit tenir compte de l'indication suivante :

Lors du téléchargement du dossier de consultation des entreprises (DCE), le candidat doit faire part de son nom, d'une adresse, ainsi que du nom d'un correspondant afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation, en particulier les éventuelles précisions (conformément aux articles R. 2132-1 à R. 2132-6 du code la commande publique).

A l'exception des documents nécessitant d'être cosignés, l'opération d'horodatage et de signature électronique des documents est effectuée sur la plate-forme de dématérialisation lors du dépôt des candidatures. Dans le cas d'un groupement de candidats, il faudra en plus utiliser l'outil de cosignature comme indiqué à l'article 18.

## **ARTICLE 17 - CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS**

### **Procédure par voie électronique**

**En application aux articles R. 2132-7 et R. 2132-8 du Code de la commande publique, la remise des plis par voie dématérialisée est obligatoire.**

Les candidats doivent télécharger le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) dans son intégralité et répondre via le site dont l'adresse Internet est [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)

Afin de décompresser et pouvoir lire les documents mis en ligne par le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, les candidats doivent notamment disposer des logiciels permettant de lire les formats suivants : ZIP, RTF, DOC, XLS, PDF, DWG, DXF.

Les plis électroniques devront impérativement être déposés sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) **au plus tard le 06/10/2025 à 12h00.**

Pour répondre sous forme dématérialisée, la personne habilitée à engager le candidat doit être inscrit sur le site [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) et titulaire d'un certificat électronique afin de signer sa réponse.

En effet, la signature numérisée (numérisation d'un document papier avec signature manuscrite) n'a pas la valeur d'une signature électronique.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019, le certificat de signature électronique doit être conforme au

|               |   |    |
|---------------|---|----|
| GHU HMN<br>RC | Consultation HMN25A12SRV du 08/09/2025 - Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux. | 10 |
|---------------|---|----|

RGS (référentiel général de sécurité) ; dans ce cas, le niveau minimum de sécurité exigé est \*\* ; les formats de signature acceptés sont PAdES, CAdES, XAdES.

Dans le cas où le certificat de signature électronique utilisé n'émane pas de la liste de confiance française ou d'une liste d'un autre état membre, le candidat doit fournir l'ensemble des éléments nécessaires afin de prouver que le certificat de signature utilisé est bien conforme au Référentiel Général de Sécurité.

Les candidats doivent insérer dans l'enveloppe électronique l'ensemble des documents requis précisés dans l'Avis d'Appel Public à la Concurrence. Ces fichiers pourront être signés avec un outil de signature différent de celui proposé par la plate-forme. Dans ce cas, le candidat devra fournir au groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor le mode opératoire pour vérifier la signature électronique de ses documents sans qu'il soit nécessaire d'installer un fichier exécutable.

L'absence de mode opératoire entraînerait une élimination du candidat si ce dernier ne le transmet pas après demande du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

Lors de son dépôt, le candidat doit signer individuellement les formulaires constitutifs de sa candidature et de son offre au moyen de son certificat de signature électronique.

En effet, la signature électronique d'un fichier zip (dossier électronique qui contient plusieurs autres documents électroniques) ne suffit pas. La seule signature d'un fichier zip contenant l'ensemble des documents ne peut être assimilée à la signature électronique de chacun de ces documents.

Les fichiers constitutifs de la candidature et de l'offre du candidat doivent être signés avec la fonctionnalité de signature individuelle de documents accessible sur la plate-forme <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Néanmoins, si le candidat utilise un autre outil pour signer électroniquement ses documents, celui-ci transmet, avec les documents signés, les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Ce mode d'emploi contient, au moins, les informations suivantes :

- 1° La procédure permettant la vérification de la validité de la signature ;
- 2° L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

L'absence de mode opératoire entraînera l'élimination du candidat.

Les éléments relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre doivent clairement être identifiés comme tels.

Les documents demandés sont transmis sous la forme de fichiers dans l'un des formats suivants : ZIP, RTF, DOC, XLS, PDF, DWG, DXF.

Ces fichiers seront nommés "société\_nom\_fichier\_dossier\_ext" où :

- "société" correspond au nom de la société candidate (ou du mandataire du groupement)
- "nom\_fichier" correspond au nom du document (ex. : "DC4", "Memoire\_technique", etc.)
- "dossier" permet de distinguer les éléments constitutifs de la candidature et de l'offre (noter "cand" pour un fichier relatif à la candidature, et "offre" pour un fichier relatif à l'offre) ;
- «. ext" correspond à l'une des extensions des formats ci-dessus acceptés par la plate-forme.

Après la préparation des fichiers, les candidats se connectent sur la plate-forme à l'adresse [www.marches-publics.gouv.fr](https://www.marches-publics.gouv.fr). Ils doivent les déposer dans les espaces qui leur sont réservés sur la page de réponse à cette consultation de la plate-forme, chaque consultation ayant une page spécifique de

|               |   |    |
|---------------|---|----|
| GHU HMN<br>RC | Consultation HMN25A12SRV du 08/09/2025 - Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux. | 11 |
|---------------|---|----|

réponse. Une fois l'ensemble des éléments réunis sur la page de constitution de la réponse, les candidats signent électroniquement l'ensemble des documents, lancent le chiffrage de l'offre complète, et enfin déposent les réponses.

Les documents constitutifs de la candidature et de l'offre doivent être **accompagnés d'un certificat de signature**. A cet effet, les candidats doivent être en possession d'un certificat électronique. Le certificat électronique doit être conforme aux exigences de la Directive Européenne n°1999/93/CE et des articles 1316-1 et 1316-4 du Code Civil. Il doit être délivré par un prestataire de certification et permettre de faire le lien entre la signature des documents et la personne physique signataire, celle-ci devant avoir le pouvoir d'engager la société candidate. Les candidats doivent prévoir **UN DELAI D'OBTENTION** pouvant aller jusqu'à plusieurs semaines selon les fournisseurs. La possession d'un certificat électronique n'est pas requise au stade du retrait du dossier de consultation (DCE) via la plate-forme.

Les échanges sont sécurisés grâce à l'utilisation du protocole https.

**La plate-forme de [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) accepte les catégories de certificats de signature référencées et listée à l'adresse <https://www.entreprises.gouv.fr/numerique/certificats-signature-electronique>**

La durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

**L'envoi des réponses en deux temps est interdit.**

#### **Avertissements :**

Tout fichier constitutif de la **candidature et de l'offre**, doit être traité préalablement par le candidat par un anti-virus régulièrement mis à jour.

Il est rappelé aux candidats que, conformément au décret du 30 avril 2002, tout fichier contenant un virus est réputé n'avoir jamais été reçu.

#### **Copie de sauvegarde :**

Une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie (arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde). La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde ». Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsque le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor a détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ou que ces dernières ne sont pas parvenues au groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor dans les délais de dépôt des candidatures et des offres.

Le pli contenant la copie de sauvegarde est transmis par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postale, du lundi au vendredi de 9h30 à 12h00 et de 14h à 16h.

**Les candidats transmettent leur copie de sauvegarde sous enveloppe cachetée. Cette enveloppe porte l'indication du marché (intitulé et n° de la consultation) auquel l'offre se rapporte.**

|               |   |    |
|---------------|---|----|
| GHU HMN<br>RC | Consultation HMN25A12SRV du 08/09/2025 - Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux. | 12 |
|---------------|---|----|

Le pli doit être remis contre récépissé à :

**Hôpitaux Universitaires Henri Mondor  
Hôpital Henri Mondor  
Département des Marchés Publics  
1 rue Gustave Eiffel 94010 CRETEIL Cedex**

**Au plus tard le 06/10/2025 à 12h00**

**Date et heure limites de remise des plis ou s'il est envoyé par la poste, il doit parvenir à destination avant ces mêmes date et heure limites. Tout pli arrivé après la date et heure limites de remise des plis sera portée sur le registre des dépôts comme étant arrivé hors délai. Après la Commission locale d'appréciation des offres du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor (Séance d'ouverture des plis), le pli sera retourné au candidat sans avoir été ouvert.**

Une fois que le candidat a expédié ou déposé son dossier, il ne peut ni le retirer, ni modifier son offre.

Les documents constitutifs de la candidature et de l'offre doivent être signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat électronique dans les mêmes conditions que celles exposées au paragraphe précédent.

Les supports physiques électroniques suivants sont acceptés :  
Clé USB

|               |   |    |
|---------------|---|----|
| GHU HMN<br>RC | Consultation HMN25A12SRV du 08/09/2025 - Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux. | 13 |
|---------------|---|----|

## Plan pour la remise de la copie de sauvegarde éventuelle



## ARTICLE 18 - ENREGISTREMENT ET JUGEMENT DES OFFRES

L'enregistrement et le jugement des offres seront effectués dans les conditions prévues aux articles R. 2152-1 à R. 2152-13 du code la commande publique.

### 18.1. Enregistrement des offres et sélection des candidatures

La commission locale d'appréciation des offres du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor se réunit une première fois pour l'ouverture des plis, pour vérifier que les pièces de candidature demandées ont bien été fournies, et s'assurer que l'offre est complète et recevable. Elle formule un avis sur les propositions d'élimination des candidats dont l'offre est incomplète ou non recevable. Dans le cadre de la deuxième réunion de la commission locale d'appréciation des Offres du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, celle-ci prend connaissance du rapport d'analyse des offres et propose un avis sur le choix de l'attributaire.

## 18.2. Jugement des offres

Pour le jugement, l'acheteur procède, comme indiqués aux articles R. 2152-6 à R. 2152-12 du code la commande publique, d'après les critères pondérés suivants :

Les offres sont appréciées à l'appui de la liste des critères pondérés et publiés dans l'avis d'appel public à la concurrence pour la consultation.

|               |   |    |
|---------------|---|----|
| GHU HMN<br>RC | Consultation HMN25A12SRV du 08/09/2025 - Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux. | 14 |
|---------------|---|----|

✓ **CRITERE 1 : Le prix** noté sur 100 points et pondéré à 50 %

La méthode de calcul retenue est la suivante :

$$\text{Note}/100 = (\text{offre la moins disante}/\text{offre}) \times 100$$

Les trois centres de loisirs (Henri Mondor, Albert Chenevier, Emile Roux) et les quatre crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor organisent au cours de l'année des sorties en lien avec le projet pédagogique annuel pour des effectifs supérieurs à 50 passagers. Seul le prix d'un grand autocar (> 50 places) sera utilisé pour le calcul du classement financier.

✓ **CRITERE 2 : La valeur technique de l'offre** notée sur 100 points et pondéré à 45% selon les éléments suivants :

- Sous critère 1 : Prise en charge de la prestation / 50 points
  - Description de la procédure d'exécution de la prestation (15 points)
  - Véhicules et équipements proposés pour assurer la prestation / fournir les fiches techniques (15 points)
  - Capacité à assurer la prestation sur les horaires demandées (10 points)
  - Fournir les documents relatifs à l'application stricte de la législation en matière d'équipement et de sécurité, de conditions de travail, d'accompagnement des groupes (10 points)
- Sous critère 2 : Relation avec l'hôpital / 10 points
  - Description des outils de communication entre le prestataire et l'hôpital pour le suivi de la prestation (traçabilité, suivi des non conformités et réclamations ...)  
Mentionner les personnes chargées des relations avec les Hôpitaux Universitaires Henri Mondor – Sites Henri Mondor - Albert Chenevier - Emile Roux.
- Sous critère 3 : Moyens mis en place pour assurer la qualité de la prestation / 40 points
  - Décrire les modalités de remplacement en cas d'événement rendant impossible l'exécution du service (panne du véhicule, chauffeur absent, ...) (15 points)
  - En cas d'incident, veuillez décrire les modalités dans le cadre du rapatriement des enfants (20 points)
  - Description de la procédure de nettoyage du véhicule (5 points)

|               |   |    |
|---------------|---|----|
| GHU HMN<br>RC | Consultation HMN25A12SRV du 08/09/2025 - Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux. | 15 |
|---------------|---|----|

- ✓ **CRITERE 3: Les éléments de réponse du développement durable et engagement sociétal**, notés sur 100 points et pondérés à 5 % points selon les éléments d'appréciation suivants :

- **Sous-critère 1 : Engagements environnementaux et réduction de l'empreinte carbone / 65 points**
  - Le candidat est-il certifié et si oui, selon quelles normes ? (20 points)
  - Quelles actions concrètes sont mises en place pour réduire l'empreinte carbone de l'entreprise ? (15 points)
  - Comment l'entreprise intègre-t-elle les principes de l'économie circulaire dans ses activités ? (15 points)
  - Proposez-nous une description de votre flotte de véhicules en précisant leur type, leur ancienneté et les différentes actions mises en place pour réduire leur impact sur l'environnement (15 points)
- **Sous-critère 2 : Engagements sociétaux / 35 points**
  - L'équipe dédiée à l'hôpital (gestion des RH ou du planning, personnel sur l'hôpital...) intègre-t-elle des personnes handicapées ? Nombre de personnes handicapées ? (10 points)
  - Le personnel dédié à la prestation est-il formé à la prévention des risques professionnels ? Nombre de personnes formées ? (10 points)
  - Vos personnels dédiés à la prestation sont-ils formés à l'éco conduite ? (Fournir des éléments de preuve) (10 points)
  - Décrire les actions supplémentaires en matière de développement durable, qui concernent exclusivement la prestation de cette consultation et qui ne figureraient pas dans vos réponses ci-dessus (5points)

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de reports seraient constatées dans la décomposition d'un prix figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Une offre peut être déclarée inacceptable si les crédits budgétaires alloués au marché après évaluation du besoin à satisfaire ne permettent pas à l'Assistance Publique de la financer.

La commission locale d'appréciation des offres se réserve le droit de proposer à l'acheteur de déclarer la consultation infructueuse si elle n'a pas reçu d'offres qui lui paraisse acceptables.

L'acheteur se réserve le droit de déclarer l'appel d'offres sans suite.

|               |   |    |
|---------------|---|----|
| GHU HMN<br>RC | Consultation HMN25A12SRV du 08/09/2025 - Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux. | 16 |
|---------------|---|----|



## ARTICLE 19 - NEGOCIATION

Après la date limite de réception du dossier de candidature et d'offre, le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor se réserve le droit d'engager une négociation avec l'ensemble des candidats.

Les candidats adresseront leur nouvelle offre, suivant les indications données par l'expert en charge de la négociation, via plateforme - [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr), Direction des Achats, Services Economiques et Logistiques du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.

La nouvelle offre aura une validité de 180 jours à compter de la date limite de réception.

### Conditions préalables à la signature du marché :

- Au terme de la négociation, le marché sera attribué par l'acheteur après avis de la commission locale d'appréciation des offres du groupe hospitalo-universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor.
- L'acheteur vérifiera, avant notification du marché, que l'attributaire réunit toutes les conditions préalables à la signature du marché, et qu'il dispose notamment d'une offre de prix définitive et signée électroniquement.

## ARTICLE 20 – NOTIFICATION DES RESULTATS

Après avis de la commission locale d'appréciation des offres du groupe hospitalo-universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, un courrier est adressé par l'autorité concédante au candidat classé n°1, l'informant du projet d'attribution du marché.

En cas d'absence de l'attestation fiscale ou équivalent cité à l'article 16, le candidat devra obligatoirement le produire sous un délai de 4 jours à compter de la date de réception via la plateforme - [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr), s'il ne l'a pas présenté dans son dossier de candidature.

Au cas où ce document ne parviendrait pas via la plateforme – [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) au Département des Marchés Publics du groupe hospitalo-universitaire AP-HP Hôpitaux Universitaires Henri Mondor dans les délais impartis, la même demande sera faite au candidat classé n° 2 et le candidat classé n° 1 sera éliminé (article R. 2144-7 du Code de la commande publique).

Dès réception de l'attestation fiscale ou d'un document équivalent, une vérification de sa présence dans le dossier remis avec l'offre est effectuée. Le candidat auquel l'attribution du marché est envisagée doit également fournir, dans les mêmes conditions, les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 du Code du travail.

Ces documents doivent être produits tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché. Une fois cette vérification réalisée, l'ensemble des candidats est informé par courrier de l'Avis de la Commission Locale d'Appréciation des Offres, conformément à la procédure en vigueur.

Le candidat retenu est informé du projet d'attribution et les autres candidats sont également informés dans les 48 heures.

Après signature du marché par les autorités compétentes, le candidat retenu reçoit via la plateforme - [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) une copie de l'acte d'engagement signé du représentant légal de l'établissement. En application de l'article R.2191-46 du code de la commande publique, l'exemplaire unique est délivré au titulaire à la demande de celui-ci et non plus systématiquement.

|               |   |    |
|---------------|---|----|
| GHU HMN<br>RC | Consultation HMN25A12SRV du 08/09/2025 - Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux. | 17 |
|---------------|---|----|

## ARTICLE 21 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Aucune réponse orale ne sera apportée aux questions des candidats.

Une note comprenant les questions des candidats et les réponses sera élaborée par la Département des Marchés Publics du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor. Cette note, reprenant les questions et les réponses, sera adressée à l'ensemble des candidats.

Pour tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires en vue de répondre à la présente consultation, les candidats peuvent poser une question à l'adresse suivante :

[www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) au niveau de cette consultation.

La date limite d'envoi de demande de renseignements est fixée au **26/09/2025 à 12h00**

La Département des Marchés Publics du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor transmettra les réponses à ces questions au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

## ARTICLE 22 – VOIES DE RECOURS

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Conformément à l'article R.221-3 du Code de justice administrative, les parties conviennent de porter devant le TA de Paris, tout litige juridictionnel pouvant surgir à l'occasion de la passation ou de l'exécution du marché :

Tribunal administratif de Paris – 7 rue de Jouy – 75181 Paris Cedex 04.

Courrier électronique (e-mail) : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

Téléphone : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Dans un délai de deux mois à compter de la notification du rejet de leur candidature ou de leur offre, les candidats peuvent former un recours gracieux (auprès de la directrice du groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor) ou hiérarchique (auprès de la direction générale de l'AP-HP).

Un référé précontractuel peut être déposé auprès du tribunal administratif de Paris depuis le début de la procédure de passation et avant la signature du marché. Le groupe hospitalo-universitaire AP-HP. Hôpitaux Universitaires Henri Mondor respectera un délai minimal de onze jours entre la notification du rejet de la candidature ou de l'offre et avant la signature du marché.

Un recours de droit commun peut être exercé dans les deux mois à compter de la parution de l'avis d'attribution du marché.

|               |   |    |
|---------------|---|----|
| GHU HMN<br>RC | Consultation HMN25A12SRV du 08/09/2025 - Prestations d'un service de transports en autocar pour les sorties « en Ile de France » en lien avec le projet pédagogique des Centres de Loisirs et crèches des Hôpitaux Universitaires Henri Mondor, sites Henri Mondor, Albert Chenevier et Emile Roux. | 18 |
|---------------|---|----|